



## *S'organiser collectivement et bousculer l'ordre établi*

Depuis la publication de ce livre, nous avons multiplié les interventions à travers la France, ensemble ou individuellement, sous forme de conférences, tables rondes, d'ateliers ou de rencontres, dans des locaux militants, des librairies, des fermes, des studios d'enregistrement, même sous des chapiteaux de festival. Toutes ces rencontres nous aident à poursuivre le cheminement intellectuel que nous partageons au fil de ces pages. Les idées exposées dans cette note en sont le reflet partiel et partial.

Deux sujets reviennent de manière récurrente dans nos rencontres qui, dans une certaine mesure, s'entremêlent. D'une part, l'idée de sécurité sociale de l'alimentation est en vogue, elle est portée par différents collectifs, différents acteurs qui, derrière le même vocable, n'entendent pas la même chose. Nous ne sommes pas dupes que le modeste succès de ce livre, conduisant à sa troisième réédition, vient aussi de la popularité de cette idée parce que portée dans l'opinion publique par d'autres que nous. Or, pour la plupart de nos interlocutrices et interlocuteurs, ces nuances ou divergences n'auraient pas lieu d'être. Comme nous considérons que faire démocratie c'est aussi débattre politiquement, nous nous permettons de pointer du doigt quelques approches que nous qualifions de « fausses bonnes idées ».

D'autre part, il nous est régulièrement reproché de ne pas répondre (ou pas assez) à la question du comment faire, que faire, quoi faire pour que la perspective d'une sécurité sociale de l'alimentation telle que nous la définissons voie le jour. Nous tentons ici de préciser et compléter notre point de vue, avec

la conviction que les réponses à cette question sont multiples, diverses et que nous ne les détenons pas. Si nous pouvons partager nos intuitions, les types d'actions qui nous convainquent le plus, rien ne vaut la pratique, la mise en actes et en actions de nos élans collectifs.

L'entrée sous l'angle de la consommation – qui mange quoi ? qui a accès à quel type de nourriture ? pourquoi ? – a l'avantage indéniable d'insister sur le caractère vital et universel de ce sujet et permet de mettre en lumière différentes injustices qui traversent et divisent la population. Ceci dit, se focaliser sur le budget que chaque personne, chaque foyer dédie à se nourrir ne répond pas à ces inégalités dans l'accès à l'alimentation. Comme nous l'avons développé précédemment, cette approche individualisante se focalise sur les conséquences des inégalités dans l'accès à l'alimentation, sans s'attaquer aux causes et à leurs racines. Méfions-nous des politiques de distribution de chèques alimentaires bio qui stigmatisent et participent du contrôle social des classes paupérisées, surexploitées. Lorsque nous instaurons des mécanismes de distribution d'une certaine somme d'argent – à tel public selon tel ou tel critère – fléchée pour un certain type de nourriture, n'oublions pas la leçon tirée des aides au logement qui ont pour effet collatéral de participer à l'explosion des loyers d'habitation et entretiennent ainsi la propriété privée lucrative plutôt que de la combattre. Dans le même esprit, les entreprises pharmaceutiques françaises doivent leur succès économique à la manière dont la branche santé de la sécurité sociale ne s'est pas protégée de leur cupidité créant ainsi un marché captif.

Le symbole de la carte vitale alimentaire utilisé pour promouvoir la sécurité sociale de l'alimentation est séduisant parce que « parlant »... mais pour dire

quoi ? Il renforce cet a priori bien trop répandu que la sécurité sociale ne concernerait que la santé. La carte vitale de santé est un document qui prouve que des droits à l'assurance maladie sont ouverts, mais ne dit rien des soins auxquels nous avons le droit ou pas. Si nous voulons un système de santé réellement universel, la carte vitale est le symbole même du fait que tout le monde n'a pas accès à l'assurance maladie, c'est en réalité un problème que cette carte existe. Ce n'est pas un hasard si le gouvernement (par la voix de Gabriel Attal, lorsqu'il était ministre des Comptes publics) parle de connecter carte vitale et carte d'identité pour, soi-disant, lutter contre la fraude, une énième ficelle pour exclure encore plus de l'accès aux soins toute une frange de la population. Avoir une carte vitale ne garantit pas l'accès effectif aux soins : le nombre de lits d'hôpitaux diminue, les maternités ferment, il est de plus en plus difficile de trouver des médecins généralistes, dentistes, dermato, gynéco, l'accès à l'interruption volontaire de grossesse est compromis faute de soignantes et soignants, sans parler de l'état des soins en santé mentale...

Si nous ne mettons pas les questions relatives à l'organisation du travail et la propriété des outils de travail au premier plan de nos actions pour un autre système alimentaire, l'intention révolutionnaire du régime général de sécurité sociale risque encore une fois d'être niée. À rebours du discours officiel et historiquement faux qui enferme la sécurité sociale dans une logique « d'État social », nous pensons que le caractère anticapitaliste du régime général s'est matérialisée, en 1946, notamment par la socialisation de la valeur économique grâce à l'instauration d'un taux unique et interprofessionnel de cotisation sociale en plus du salaire direct. Cette conquête permet de reconnaître du travail en dehors de la valorisation d'un capital.

Se focaliser sur l'organisation de la prise de décisions entre «citoyen-nes» sans chercher à remettre en cause qui, actuellement, a le pouvoir économique, donc le pouvoir tout court, ne permet pas de remettre en cause le système actuel. Faisons attention à ne pas permettre aux entreprises à but lucratif de récupérer un nouveau marché garanti par le versement de prestations sociales, comme cela existe au niveau de l'industrie pharmaceutique. Il serait alors probable que nous soyons pris au piège de la création d'un nouveau marché captif au service du capital. La récupération a déjà commencé, la fondation Carasso (famille Danone) arrose financièrement des « initiatives locales » ou «expérimentations locales » se revendiquant d'une certaine sécurité sociale de l'alimentation. Ces projets sont cantonnés dans des stratégies qui n'assument pas le conflit sur les thèmes du travail et de la propriété et entretiennent une représentation de la démocratie qui s'arrête à la sphère politicienne et occulte notamment le monde du travail, la sphère économique.

À l'occasion des échanges que nous avons eus lors de nos interventions, nous avons régulièrement pu entendre, « je n'y crois pas », « c'est utopiste »... mais ce qui est illusoire c'est de croire que rester dans ce monde est possible : il est mortifère ! Nous avons besoin de cultiver notre optimisme, d'ouvrir nos imaginaires et de les partager afin de contribuer à donner et nous donner envie d'agir. Nous assumons cette posture, mais nous sommes aussi convaincu·es que c'est la rage qui nous anime, qui nous donne la force et l'énergie de nous organiser collectivement et participer à construire des luttes au long cours et à « contre-courant ».

Si nous voulons conquérir des nouveaux droits sociaux via une sécurité sociale

de l'alimentation et sortir de la logique capitaliste, il est incontournable de réfléchir et agir collectivement pour d'autres conditions de travail sur l'ensemble de la filière en prenant la main sur la propriété des outils de travail. Comment souhaitons-nous que notre alimentation soit produite, transformée, distribuée et cuisinée ? Comment voulons-nous nous organiser collectivement pour déployer des pratiques sociales alignées avec cet horizon ?

Nous insistons sur la nécessité de ne pas se focaliser sur la production agricole et de porter une attention accrue aux secteurs de la transformation et de la distribution, sinon le risque est de passer à côté de là où le pouvoir économique se concentre. Les nombreuses luttes des travailleuses et travailleurs de l'agroalimentaire (Tipiak, Pasquier, LDC...) et dans la grande distribution (Carrefour, Lidl, Biocoop...) contribuent à construire les rapports de force nécessaires à la reprise en main d'outils de travail par les intéressé·es eux-mêmes et elles-mêmes. Décloisonnons, tissons des liens, car ces luttes existent et mériteraient d'être connues, suivies et soutenues par toutes celles et ceux qui se revendiquent d'une sécurité sociale de l'alimentation.

C'est avec les travailleuses, travailleurs qui s'organisent sur leur lieu de travail que nous voulons agir et former des alliances. Un groupe local de Réseau Salariat a mené des enquêtes de terrain auprès de travailleuses et de travailleurs des secteurs de la transformation et de la distribution alimentaires. Ce travail a permis de tisser des liens, de se rencontrer et de faire culture commune. Aujourd'hui, des travailleuses et travailleurs se rencontrent pour échanger sur leur métier et prennent conscience ensemble que, si l'exploitation capitaliste ne prend pas tout à fait les mêmes formes tout au long de la filière, nous la

subissons toutes et tous ; que nous avons intérêt à nous organiser collectivement pour lutter pour notre émancipation qui sera commune ou ne sera pas.

Des luttes tournées vers le sort des travailleurs et travailleuses étrangères, avec ou sans papiers qui sont présent·es en nombre tout au long de la filière sont à mener de concert avec tous les autres combats syndicaux relatifs au sort de l'ensemble des travailleuses et travailleurs du secteur. Aussi, développons nos alliances avec les travailleuses et travailleurs d'autres pays qui triment dans les mêmes entreprises que nous, ou pour des concurrentes qui se déchirent des parts de marché à celle qui sera la plus exploiteuse et mortifère. Outre que cette approche globale permet d'appréhender la lutte à mener sous ses formes diverses, tenir ensemble ces aspects participe à lutter contre les idées haineuses qui nous gangrèment, nous divisent et nous tuent.

Concernant la production agricole, à chacune de nos interventions, nous rencontrons des personnes qui souhaitent s'installer en agriculture mais qui ont de grandes réticences à franchir le pas, car il est colossal dans ce système économique (endettement, heures de travail indécentes, non maîtrise de la commercialisation...). Ce sont ces personnes qui, demain, feront partie des collectifs de travail conventionnés par les futures caisses locales de sécurité sociale de l'alimentation. Notre envie de nous adresser aux personnes pas encore installées en agriculture raisonne avec les revendications portées par le courant des travailleurs paysans. Ce courant a notamment donné lieu à la création, en 1981, de la Confédération nationale des syndicats des travailleurs paysans (CNSTP). Il y a une amnésie collective des revendications que ces paysannes et paysans portaient sur la question de leur statut professionnel. Ces

revendications concernent la conquête de nouveaux droits sociaux et syndicaux en sortant du régime agricole pour intégrer le régime général de sécurité sociale. Elles prônent le bail de carrière (bail qui se termine lorsque la personne locataire désire cesser son activité professionnelle), la socialisation des terres agricoles à l'échelle du canton par la mise en place d'un office foncier... C'est une mine d'enseignements pour une trajectoire de transformation sociale. Grâce au centre d'histoire du travail à Nantes nous avons eu accès aux archives<sup>1</sup> de ce syndicat qui sont enthousiasmantes ! La cantine associative et militante du Plat de Résistance, dans laquelle nous sommes impliqué·es, contribue à la diffusion de ces archives<sup>1</sup> et a organisé une journée de travail au mois de février 2024 pour partir de ces revendications et les actualiser.

La restauration collective sur le lieu de travail est un espace à investir politiquement. Le décret du 5 octobre 1960 a imposé aux employeurs de plus de 25 personnes salariées de mettre à leur disposition un local de restauration. Depuis, les restaurants d'entreprise disparaissent petit à petit et sont remplacés par les tickets resto. Quand ils ne ferment pas, le travail de distribution de repas (approvisionnement, cuisine, service) est sous-traité à de grosses entreprises de restauration collective telles que Sodexo ou Elior. Le combat pour augmenter le budget des activités sociales et culturelles du comité social et économique (CSE) et le fléchier vers une caisse locale de Sécurité sociale de l'alimentation pourrait s'appuyer sur une histoire longue des conquêtes ouvrières autour de l'accès à l'alimentation.

---

<sup>1</sup> - Pour aller plus loin sur ce point (statut, bail de carrière, offices fonciers...) : <https://www.chtnantes.org/ressources/secteurs-paysans>, ou écrivez à [archivespaysanstravailleurs@proton.me](mailto:archivespaysanstravailleurs@proton.me) pour consulter les archives numérisées.

Malgré toutes les critiques que nous portons au système représentatif actuel, nous reconnaissons que certain·es mettent en place des choses intéressantes qui gagneraient à être étendues. Ainsi, des communes comptent, parmi leurs agents, des maraîchères et maraîchers fonctionnaires. Ces collectivités portent et assument les questions relatives au statut des travailleuses et des travailleurs ainsi qu'à la propriété de l'outil de travail. Aujourd'hui, les pratiques que nous connaissons concernent essentiellement le maraîchage, pourquoi ne pas également créer des postes de boulangères et boulangers fonctionnaires, arboricultrices, arboriculteurs ? Pourquoi ne pas mettre en place des ateliers de transformation et des épiceries en régie municipale ?

Concernant les cantines scolaires, le personnel éducatif, les agents territoriaux, les parents, toutes les personnes intéressées pourraient s'organiser collectivement pour permettre l'accès gratuit à tous les enfants, tous les élèves, sans stigmatisation. Ces alliances sont aussi l'occasion de remettre en cause les marchés publics passés avec les entreprises précédemment citées. À quand des marchés publics où le critère de non lucrativité sera un impératif non négociable ?

Des collectivités avancent l'idée de communaliser les cuisines des cantines scolaires, car ce sont des outils, des locaux aujourd'hui sous-utilisés. Ces cuisines et espaces de restauration pourraient être

investis les soirs en semaine, le week-end, durant les vacances scolaires. Nous pourrions ainsi avoir des lieux où cuisiner nos repas, que ce soit pour les manger ensemble ou chez soi. Une manière de répondre à l'absence d'équipements suffisants pour cuisiner, à l'absence de disponibilité et de

possibilité de cuisiner ; une manière également de proposer des contre-modèles à celui de la livraison de repas à domicile, ou la production de plats cuisinés ultra-transformés bourrés de produits nocifs.

Nous identifions ici et là des collectifs qui oeuvrent pour avoir accès, sous forme de bail emphytéotique, à des locaux publics, municipaux pouvant servir de cuisine et d'espace de restauration collective à disposition des habitants et habitantes organisées en associations ou coopératives. Ce sont des lieux où la non lucrativité est de mise, l'objectif étant de multiplier les occasions de faire à manger ensemble et de permettre à tout le monde de manger gratuitement ou à prix libre.

Au fil de nos interventions, il nous a été reproché de faire l'impasse sur « l'urgence écologique ». Nous intervenons dans des milieux où elle est déjà dans toutes les têtes, ce que nous cherchons à faire, c'est proposer des pistes d'organisation sociale et de luttes concrètes qui répondent à cette urgence écologique. Par exemple, les organisations qui luttent contre la création de méga-bassines un peu partout en France sont dans une démarche écologique qui s'attaque frontalement au système capitaliste : concernant l'accès à l'eau, elles portent le sujet de sa propriété collective et d'usage avec le souci de la préservation du vivant dans son ensemble. Les paysan·nes qui participent à ces luttes sont conscient·es de leur appartenance à la classe des exploité·es. Elles et ils s'inscrivent dans le sillon historique des travailleuses, travailleurs paysans qui ont fait de la résistance à l'accaparement du foncier par les grands propriétaires terriens une de leurs priorités.

Des cantines autogérées alimentent les luttes sociales de plein de manières, y compris par la distribution de nourriture gratuitement ou à prix libre. L'inter-cantine des terres de l'ouest, regroupant une dizaine de cantines, nourrit et ravitaille les personnes qui luttent contre les mégabassines dans les Deux-Sèvres. L'inter-cantine s'organise sur les principes de la communalisation de ses forces et de la mutualisation de son matériel. Ce n'est pas chaque collectif qui propose son repas : « L'Inter Cantine a pour but de nourrir les luttes, de les renforcer et de les faire durer. [...] Nous ne sommes pas des cantines de luttes mais bien des cantines EN lutte : sur les camps, pendant les actions et dans les champs ! [...] Alors que certains tentent de s'accaparer un bien commun, nous menons une réflexion commune qui met au centre de nos pratiques l'usage et non la propriété privée. » – extrait d'un texte rédigé, par l'inter-cantine et distribué lors de la mobilisation à Sainte-Soline, en mars 2023.

Tout au long du livre nous avons cherché à mettre en avant des actions concrètes inspirantes. Cette note a le souci d'insister sur certaines, les compléter – sans être exhaustif – avec d'autres idées. À celles et ceux qui nous ont interpellé·es sur le mode « que faire ? » nous avons répondu avec plus ou moins d'inspiration, plus ou moins de finesse... Mais parfois, régulièrement, nous avons eu la sensation de ne pas être écouté·es, que ce que nous suggérions était trop pénible à mettre en oeuvre, trop énergivore, trop radical, trop vindicatif... trop ! Alors évidemment avoir la volonté de renverser le système en place va nous demander beaucoup d'énergie et pas mal de conflictualité, ne nous leurrons pas sur ce point. Mais, l'expérience a prouvé à maintes reprises la puissance de nos luttes collectives et la possibilité que tout ce à quoi nous aspirons se concrétise.

Pour alimenter nos imaginaires et nos actions, creuser notre histoire syndicale et sociale est aussi un levier puissant pour nous mettre en mouvement. Lors de nos interventions, énormément de prises de paroles et de questions ont porté sur l'histoire de la sécurité sociale, ce qui a précédé le régime général, comment ce dernier a-t-il pu advenir, comment cette histoire est puissante et si peu connue.

Elle nous inscrit dans une trajectoire au long cours qui dépasse l'échelle de nos existences, les pratiques sociales subversives, les combats, les victoires et les échecs étaient là bien avant nous et se poursuivront bien après nous. La lutte pour une société émancipée a toujours existé et ne sera jamais terminée.

Nous n'attendons rien de la classe bourgeoise et de ses institutions et, comme notre agenda n'est pas celui des élections présidentielles 2027, ni celui des législatives qui suivront, nous allons continuer notre bout de chemin en espérant contribuer à semer des graines pour assumer le conflit sur les thèmes du travail, de la propriété et de l'accès à l'alimentation.

Cette note s'inscrit donc dans cette volonté de poursuivre les échanges avec toutes celles et ceux qui pensent qu'un autre système alimentaire est possible et qui sont prêt·es à agir, y compris dans le conflit, pour que ce système alimentaire socialisé et autogéré advienne.

**Vive La Sociale !**